

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 10/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SYBERT UIOM**

4 rue Gabriel Plançon - 25000 Besançon

Références :UID257090/SPR/LT/AR 2024 - 0410C  
Code AIOT : 0005902597

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement SYBERT UIOM implanté Angle rues Belin et Einstein 25000 Besançon. L'inspection a été annoncée le 27/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection fait suite à un signalement le 12 février 2024 de l'OFB auprès de la DREAL. L'objet du signalement, localisé sur une commune du département du Doubs, porte d'une part sur des dépôts de mâchefers sur une plateforme non revêtue avec un bâtiment à usage agricole en cours de construction, d'autre part sur des dépôts de mâchefers en mélange avec de la terre visible sur une parcelle voisine à usage agricole.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYBERT UIOM
- Angle rues Belin et Einstein 25000 Besançon
- Code AIOT : 0005902597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de valorisation énergétique (UVE) des déchets ménagers assimilés (DMA), exploitée par le SYBERT et opérée par VALAXION, assure le traitement des déchets des collectivités adhérentes (dont Grand Besançon).

#### Référentiel réglementaire

Après un traitement de carbonatation naturelle (maturation) et de déferrailage, les mâchefers d'incinération de déchets non dangereux (MIDND) peuvent être utilisés en techniques routières selon leur composition. Il existe ainsi deux catégories, les mâchefers pour un usage de types 1 et les mâchefers pour un usage de types 2. Ces derniers de type 2 ont des concentrations plus faibles permettant des usages pour la construction des merlons dès lors qu'ils sont connexes à la plateforme routière.

Si le lot de MIDND ne répond pas aux critères de type 1 et 2 (catégorie S) alors ils doivent obligatoirement être dirigés vers une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) dûment autorisée.

Les conditions de recyclage des MIDND en technique routière sont définies par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011.

Le guide d'application publié par le Sétra en octobre 2012 « *acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en technique routière* » vise à fournir aux maîtres d'ouvrages et maîtres d'œuvre les prescriptions et exigences opérationnelles relatives à l'acceptabilité environnementale des matériaux alternatifs fabriqués à partir de MIDND et destinés à être utilisés en technique routière.

#### Gestion des mâchefers produit par l'UVE de Besançon

Les mâchefers en sortie de four sont acheminés par la route sur la plateforme, connexe à l'UVE, située à l'angle de la rue Dennis Gabor et rue Alfred Kastler. Les mâchefers non déferrailés sont stockés dans des alvéoles couvertes.

Le criblage-déferrailage (séparation des métaux ferreux et non ferreux) des MIDND est réalisé selon la proximité du chantier routier :

- soit sur la plateforme du SYBERT à l'aide d'une ligne mobile ;
- soit après transfert sur la plateforme de maturation et d'élaboration des mâchefers (IME) de Flangebouche.

En effet, la gestion des mâchefers à des fins de valorisation routière est confiée à la société VERMOT TP à Flangebouche. Cette société exploite au titre ICPE une installation de maturation et d'élaboration (IME) des mâchefers. La formalisation de l'envoi sur ce site se fait à travers une fiche navette « *demande de fourniture mâchefers* ».

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Traitement des mâchefers et plan d'assurance qualité	AP Complémentaire du 24/07/2012, article 32.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective : inclure à l'audit annuel du PAQ un volet sur la partie chantier	3 mois
4	Conformité des chantiers routiers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article Annexe 1°	Demande de justificatif à l'exploitant : photographies des chantiers (avant/pendant/après) et justification du respect des critères environnementaux	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fiche de données environnementales	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12	Justificatif à prévoir
3	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11	À consolider par une synthèse

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'outil cartographique mis à disposition par Vermot TP ne recense pas le site qui a fait l'objet du signalement, origine de cette inspection.

#### **Suites :**

La visite d'inspection a permis de mettre en exergue :

- contrairement à ce qui est prévu dans son plan d'assurance qualité (PAQ), le plan de récolement et les photographies (avant/pendant/après) ne sont pas ou partiellement produits pour chaque chantier routier ;
- les audits doivent couvrir l'ensemble des étapes de valorisation des MIDND et pas uniquement les conditions de stockage des MIDND sur la plateforme de Flangebouche (inclure le transporteur et l'entreprise de chantier routier). A minima, un récolement d'un chantier doit être inclus à l'audit annuel, d'autant que ces deux dernières années, les MIDND ont théoriquement été valorisés au sein de la plateforme de Flangebouche ;

Considérant que certains constats sont restés sans réponses (réalisation effective des chantiers non démontrée dans un contexte de signalement de dépôt illégal), l'inspection est dans l'incapacité de conclure sur la réalisation effective des chantiers ainsi que leur conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18/11/2011.

Néanmoins, il est de la responsabilité de l'exploitant de prendre en considération dès à présent les présentes remarques et observations du présent rapport pour les futurs lots.

En effet, il est rappelé que l'article L.541-2 du Code de l'environnement dispose :

*« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.*

*Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.*

*Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge. »*

#### **Observations :**

L'exploitant fournira, dans un délai de un mois, la liste des chantiers réalisés, le tonnage, le type d'usage, les coordonnées et en précisant si les photographies et plans de récolement ont été produits par le(s) prestataire(s).

L'exploitant doit justifier du respect des critères environnementaux fixés au 4° de l'annexe de l'arrêté ministériel du 18/11/2011 (version du PPRi, méthodologie pour justifier l'absence d'affleurements karstiques, ...).

Afin d'assurer le récolement du chantier, les caractéristiques du chantier, dans la fiche « demande de fourniture » doivent être plus précises : linéaire de routes, structure, revêtement, épaisseur des différentes couches, plan à l'échelle 1/10000e au moins, ...

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Traitement des mâchefers et plan d'assurance qualité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/07/2012, article 32.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Pour mettre œuvre le dispositif, l'exploitant doit procéder à l'étude de la teneur intrinsèque en éléments polluants afin de vérifier par ces opérations des critères de recyclage susvisés. L'exploitant doit établir une procédure d'élaboration démontrant les opérations de préparation et de maturation et d'élaboration des mâchefers pour élaborer le matériau alternatif à partir d'un MIDND, et une procédure de formulation l'élaboration du matériau routier. La période de constitution d'un lot périodique de MIDND est d'un mois. L'exploitant tient à jour un registre de sortie et établit une procédure d'assurance de la qualité liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers et le transporteur. Il doit fournir à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux, avant la livraison ou lors de celle-ci, la fiche de données environnementales. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 s'appliquent à compter du 1er juillet 2012. »</i>
<b>Constats :</b> <u>Analyses</u> Les études du comportement à la lixiviation et à la valeur de la teneur intrinsèque en éléments polluants sont systématiquement réalisées. En effet, l'exploitant a transmis annexé au registre les analyses mensuelles de chaque lot réalisées par les laboratoires CARSO et SOCOR Analyse environnementale.  <u>Plan d'assurance qualité (PAQ)</u> Ce point avait déjà été abordé lors de la visite du 9 décembre 2021. Les constats de l'inspection reportés dans son rapport indiquaient : « Constats : [...] <i>Le compte-rendu de l'audit de l'IME du 24/08/2021, mené conjointement par Valaxion, le Sybert et Engie, a également été présenté. Des manquements concernant la géolocalisation des chantiers sont apparus.</i> <u>Observations :</u> <i>L'inspection souligne que l'organisation présentée apparaît comme très complexe et qu'une simplification s'avérerait utile et reprenant notamment les exigences de l'arrêté du 28 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux. »</i>  Le PAQ actuellement en vigueur est une version mise à jour le 15 septembre 2022. Il comporte 37 pages et a été rédigé, approuvé par VALAXION l'opérateur de l'UVE de Besançon exploité par le SYBERT. Ce PAQ n'a pas fait l'objet d'un contrôle exhaustif par l'inspection de l'ensemble des points.  La partie §7 traite de la valorisation des mâchefers en technique routière. Pour le traitement primaire, il est fait mention des entreprises suivantes : - VALAXION opérateur de l'UVE et qui a en charge via un sous-traitant les transports de MIDND ;

- STVM, en tant que sous traitant, qui opère une ligne mobile de criblage/déferailage des ferreux et non ferreux des mâchefers ;
- VERMOT TP qui exploite la plateforme de maturation des MIDND à Flangebouche. L'exploitation de cette plateforme relève de la législation ICPE et soumise au régime de l'autorisation.

Pour chaque chantier, une fiche « demande de fourniture mâchefers » est établie et fait l'objet d'aller-retours entre VALAXION et VERMOT TP.

La partie §9.6 demande que VERMOT TP fournisse à VALAXION pour chaque chantier :

- une copie du plan de récolement de fin de chantier
- des photos du chantier lors des étapes stratégiques (avant travaux, pendant les travaux, après travaux, ...).

Les points de contrôle suivants mettent en évidence que le plan de récolement n'a pas été justifié. Les photographies accessibles depuis l'outil cartographique sont parfois absentes.

#### Audits :

La partie §10 du PAQ traite des audits qui sont réalisés au moins une fois par an.

Les audits sont réalisés conjointement par VALAXION et le SYBERT. Il est recensé à l'appui des courriers et compte rendus les audits suivants :

- le 24/08/2021 : ont été mis en évidence des manquements dont l'identification des lots peu visibles, une insuffisance de séparation physique des lots d'une même collectivité, le nonrespect du délai de géolocalisation des MIDND sur chantier (30 j max) ;
- le 14/10/2022 : ont été mis en évidence des manquements dont l'identification des lots peu visibles et l'insuffisance de séparation des lots d'une même collectivité déjà rappelé lors de l'audit précédent, le stockage en plein air sur voiries des MIDND. Le 18 janvier 2023, la société VERMOT TP a répondu et proposé un plan d'actions correctives. ;
- le 21/11/2023 : pas de non-conformité relevée.

L'audit s'intéresse uniquement aux conditions de stockage sur l'IME de Flangebouche et au report de la géolocalisation sur le portail comme en atteste le canevas du contrôle.

En visite, l'inspection a demandé à l'exploitant si un contrôle sur chantier était réalisé (même si sa traçabilité n'est pas effective). L'exploitant a répondu par la négative. Pour rappel, sur les 2 dernières années, les MIDND sont valorisés sur un terrain à proximité de l'IME (à moins de 250 mètres au sud).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sans être exhaustif sur la mise en œuvre du PAQ, il est mis en évidence (points de contrôle suivants) que certains points du PAQ ne sont pas réalisés, notamment l'établissement d'un plan de récolement et les photographies (avant/pendant/après chantier).

Les audits ne sont in-fine que partiels car ils ne traitent pas de la partie mise en œuvre-chantier. L'exploitant doit s'assurer de couvrir l'ensemble des étapes de valorisation des MIDND : récolement au minimum d'un chantier à la fois documentaire et in-situ.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Fiche de données environnementales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Avant la livraison sur le chantier routier ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même matériau routier, l'exploitant fournit à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers une fiche de données environnementales indiquant : — les usages routiers autorisés compte tenu des caractéristiques environnementales du matériau routier et des matériaux alternatifs entrant dans sa composition ; — les limitations d'usage liées à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier ainsi que celles liées à la mise en œuvre du matériau routier. Sont annexés à cette fiche les résultats de l'étude du comportement à la lixiviation et l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants mentionnées à l'article 4. »</i>
<b>Constats :</b>  Le registre sous forme de classeur comporte pour chaque lot mensuel la demande de fourniture mâchefers co-signée par l'opérateur (VALAXION) et l'IME de Flangebouche exploité par VERMOT TP.  Les demandes de fourniture de mâchefers du 10/09/2022, 5/04/2023 et 14/04/2023 (date de la demande de fourniture à ne pas confondre avec la date du lot) renseignent les mêmes coordonnées du chantier à l'alinéa 5 : 47°09'14,7"N 6°28'16.5"E. Ces coordonnées situent la zone au sud de l'ISDI de Flangebouche. Au même alinéa de la demande de fourniture, la nature de l'ouvrage renseigné est « <i>remblais, couche de forme – réalisation d'une plateforme pour travaux de recyclage de matériaux routiers</i> ». Le matériau de recouvrement reporté à l'alinéa 6 « <i>type d'utilisation</i> » est « <i>enduits superficiels + enrobés</i> ».  L'adjonction ou non d'un liant hydraulique (type et concentration) n'est pas mentionnée dans ces fiches.  La partie §7 de la dite demande traite de la conformité du respect des limites d'usage par rapport à l'environnement immédiat du site. Les analyses sont intégrées au registre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La fiche « <i>demande de fourniture mâchefers</i> » mériterait d'être plus précise sur la description du chantier de mise en œuvre et sa localisation. En effet, le linéaire en mètres de routes et une coupe de la route seraient a minima à intégrer pour ensuite faire l'objet du récolement. De même, le plan annexé est au 1/25000° (SCNA25®IGN) ; un plan au 1/10000° serait plus approprié.  L'absence de zones de karsts affleurants est à justifier, le cas échéant à l'appui de l'avis d'un hydrogéologue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Registre déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant tient à jour un registre de sortie, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de matériau routier quittant l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui a produit les lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ;</li><li>— le nom, l'adresse postale et, le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers ;</li><li>— le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ;</li><li>— le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ;</li><li>— la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ;</li><li>— la quantité de matériau routier quittant l'installation ;</li><li>— la date de sortie de l'installation ; — l'usage routier effectif ;</li><li>— le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier.</li></ul> <p>Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Une procédure d'assurance de la qualité liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers et le transporteur est établie à l'initiative de l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre a été communiqué en amont de la visite. Il s'agit d'une extraction du registre des déchets non dangereux avec un filtre sur les mâchefers.</p> <p>De fait, il ne comporte pas le libellé et les coordonnées du chantier routier.</p> <p>Toutefois, ce registre est complété sous forme de classeur par année incluant pour chaque lot mensuel les analyses, la fiche de donnée environnementale avec des informations (coordonnées et plan) sur la localisation du chantier de mise en œuvre des MIDND.</p> <p>Le plan d'assurance de la qualité (PAQ) liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers et le transporteur a été analysé au point de contrôle n°1.</p> <p><u>Quantification des déchets de mâchefers</u></p> <p>Le registre comporte une ligne par bordereau de suivi de déchet soit généralement un camion de 30 tonnes.</p> <p>Le registre entre 2021 et 2023 permet d'établir le bilan suivant (période annuelle correspondant aux dates d'expédition des lots différentes des dates de production du déchet) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 2023 : 5794 tonnes</li><li>- 2022 : 7115 tonnes dont 641 tonnes non valorisables (entre juillet et septembre) ;</li><li>- 2021 6797 tonnes</li><li>- moyenne annuelle sur 3 ans = 6569 tonnes (pour information 1 tonne = 1,2m3 de MIDND)</li></ul> <p><u>Entreprise de valorisation</u></p> <p>Lorsque l'analyse conclut à un mâchefer non valorisable (code traitement D5), les mâchefers sont envoyés vers l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Fontaine-les-Clerval exploité par SUEZ.</p>



Si la valorisation est possible, le transporteur (société BONNEFOY) exporte les lots vers l'installation de maturation et d'élaboration (IME) des mâchefers à Flangebouche exploitée par la société VERMOT TP.

Ce site comporte également la société d'enrobage du plateau (SEP). Cette société, filiale d'EUROVIA, est spécialisée dans l'enrobage à chaud. L'exploitation relève de la rubrique 2521 soumise à enregistrement ICPE. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 29 mars 1990. L'installation est implantée au niveau d'un même site (parcelles 03 et 04 section ZS du plan cadastral) comportant 2 autres ICPE : l'IME et l'installation de stockage des déchets inertes (ISDI). Le site englobant ces 3 ICPE totalise une surface au sol de 13,5 hectares.

#### Chantier de valorisation

Depuis 2021, tous les chantiers de valorisation routière sont systématiquement mis en œuvre au niveau de la SEP hormis un chantier en mars 2021 à Bonnevaux (25). La fiche de données environnementale (FDE) produite par l'opérateur VALAXION précise que 781 tonnes de MIDND pour un usage de type 1 produits par le SYBERT ont été mis en œuvre sur le chantier de Bonnevaux soit environ 1/9 de la production de mâchefers du SYBERT en 2021.

#### Plan d'assurance qualité (PAQ) :

Seule la partie du PAQ relative aux chantiers a fait l'objet d'un contrôle.

Le paragraphe 9.6 « Valorisation des mâchefers » précise que VERMOT TP doit fournir à VALAXION pour chaque valorisation des MIDND : « Une copie du plan de récolement de fin de chantier - Des photos du chantier lors des étapes stratégiques (avant travaux, pendant les travaux, après travaux...) ». Ces informations sont tenues à disposition sous le logiciel de traçabilité consultable à distance sous la responsabilité de VERMOT TP et réalisé par la société SOPRECO (filiale d'Eurovia basée à Valdahon).

Sur les 4 fiches consultées depuis le logiciel de cartographie, il a pu être observé :

- le chantier de Bonnevaux intègre des photos avant et pendant le chantier (avec pose de l'enduit) ;
- un chantier relatif à la plateforme de Flangebouche intègre des photos en phase chantier pendant le compactage des mâchefers, cette photographie focalisée sur le compacteur pneumatique ne permet pas de localiser le chantier ;
- deux autres chantiers identifiés sur la partie au sud de la plateforme de la SEP et de l'ISDI sans photographies annexées.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Une fiche synthétique annuelle serait utile pour connaître facilement pour chaque lot l'usage (type 1, type 2, Stockage), le tonnage et le cas échéant (si valorisable) le chantier et la date de mise en œuvre.

Chaque chantier doit justifier de sa réalisation conforme au plan d'assurance qualité et aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011.

**Type de suites proposées :** Sans suites

#### N° 4 : Conformité des chantiers routiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article Annexe 1°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« <i>CRITÈRES À RESPECTER POUR LE RECYCLAGE EN TECHNIQUE ROUTIÈRE DE MÂCHEFERS D'INCINÉRATION DE DECHETS NON DANGEREUX</i></p> <p><i>1° Critères de recyclage liés à la nature de l'usage routier : Les usages autorisés sont les usages, au sein d'ouvrages routiers revêtus ou recouverts, des types 1 et 2 définis ci-après.</i></p> <p><i>Les usages routiers de type 1 sont les usages d'au plus trois mètres de hauteur en sous-couche de chaussée ou d'accotement d'ouvrages routiers revêtus.</i></p> <p><i>Les usages routiers de type 2 sont les usages d'au plus six mètres de hauteur en remblai technique connexe à l'infrastructure routière ou en accotement, dès lors qu'il s'agit d'usages au sein d'ouvrages routiers recouverts. Relèvent également des usages routiers de type 2 les usages de plus de trois mètres et d'au plus six mètres de hauteur en sous-couche de chaussée ou d'accotement d'ouvrages routiers revêtus. Un ouvrage routier est réputé revêtu si sa couche de surface est réalisée à l'aide d'asphalte, d'enrobés bitumineux, d'enduits superficiels d'usure, de béton de ciment ou de pavés jointoyés par un matériau lié et si elle présente en tout point une pente minimale de 1 %.</i></p> <p><i>Un ouvrage routier est réputé recouvert si les matériaux routiers qui y sont présents sont recouverts par au moins 30 centimètres de matériaux naturels ou équivalents et s'il présente en tout point de son enveloppe extérieure une pente minimum de 5 %.</i></p> <p><i>L'utilisation de matériaux routiers est interdite pour la réalisation de systèmes drainants. L'utilisation des matériaux dans le but de réaliser des travaux de préchargement est interdite. »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'outil cartographique mis à disposition par l'exploitant de l'IME de Flangebouche permet de connaître tous les chantiers de mise en œuvre des MIDND.</p> <p>Par sondage, 4 fiches ont été visualisées lors de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la fiche du chantier de BONNEVAUX inclut des photos avant/après chantier de mise en œuvre du revêtement ;</li><li>- un autre chantier au sein de la plateforme de la société d'enrobage du plateau (SEP) inclut uniquement des photos lors du nivellement des MIDND.</li><li>- les deux autres fiches n'incluent pas de photos.</li></ul> <p>La navigation sur l'outil cartographique n'a pas mise en évidence le recensement du site objet du signalement.</p> <p>A défaut d'éléments, l'inspection n'est pas en capacité de conclure sur la conformité de l'utilisation des MIDND en recyclage en technique routière au sein de la plateforme de Flangebouche, quand bien même il est démontré qu'ils ont bien été mis en œuvre au sein de celle-ci.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit être en capacité de justifier, par tout moyen, de sa mise en œuvre effective de chaque chantier, tant sur la localisation, les étapes de réalisation du chantier avec les différentes couches (dont naturels). Des photographies avec des plans larges à chaque étape doivent en faire partie.</p> <p>Le PAQ stipule pourtant de justifier sous cette forme la réalisation du chantier.</p>

Les 4 fiches « *demande fournitures mâchefers* » susvisées comportent comme élaboré par le modèle un visa pour le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre en plus de VERMOT TP et VALAXION. Les visas maître d'ouvrage et maître d'œuvre ne sont pas signés. Ils sont à prévoir pour les futurs chantiers.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois